

Chapitre 6

La théorie du patrimoine

1 QCM

1. Le patrimoine d'une personne :

- A. se compose de ses biens et de ses dettes
- D. constitue le droit de gage général des créanciers
- E. est transmissible

2. La loi considère comme meuble :

- A. un véhicule automobile
- C. les parts d'un associé d'une société commerciale
- D. un fonds de commerce

3. La loi considère comme immeuble :

- A. un robot installé sur une chaîne de production
- B. l'usufruit portant sur une maison
- D. un bâtiment industriel

4. Un droit réel :

- A. porte sur une chose
- B. peut être accessoire à un droit principal
- E. confère un droit de préférence à son titulaire quand il s'agit d'un droit réel accessoire

5. Un droit personnel :

- A. concerne l'exécution d'une obligation
- C. peut porter sur une obligation de faire
- E. peut concerner un rapport de droit établi entre une personne morale et une personne physique

2 Application 1

1. Quelle est la juridiction compétente pour statuer sur le litige relatif à un immeuble situé à Toulouse ?

Pour un immeuble : c'est le tribunal de grande instance (compétence d'attribution) dans le ressort géographique duquel est situé l'immeuble (compétence géographique). En l'occurrence, c'est le tribunal de grande instance de Toulouse qui est compétent.

2. Quelle est la juridiction compétente pour statuer sur le litige concernant la vente de divers meubles entre un grossiste et un revendeur détaillant (qui conteste la qualité des produits livrés) ?

Pour les meubles : le litige concerne deux commerçants ; par conséquent, c'est le tribunal de commerce (compétence d'attribution) qui est compétent. Sur le plan de la compétence géographique, c'est en principe le tribunal dans le ressort duquel est domicilié le défendeur (ici le revendeur détaillant) qui est compétent. Toutefois, dans la mesure où il y a eu un contrat et une livraison, ce peut être le lieu de livraison des meubles qui peut être retenu pour déterminer la compétence géographique du tribunal de commerce.

3 Application 2

1. Comment se compose le patrimoine de chaque époux avant le mariage ?

Le patrimoine de chaque époux se compose de biens propres, c'est-à-dire :

- de biens meubles et des immeubles qu'il a acquis ou reçus en donation par exemple ;
- de dettes qu'il a contractées avant le mariage.

2. Comment se compose le patrimoine des époux lorsqu'ils sont mariés sous le régime de la communauté réduite aux acquêts ?

Chaque époux conserve son patrimoine propre.

S'ajoute un patrimoine commun qui se compose :

- de biens communs, acquis pendant le mariage avec les revenus des époux ;
- de dettes communes contractées pendant le mariage, notamment pour assurer les charges du ménage.

3. Quel est l'intérêt pour un entrepreneur individuel d'effectuer une déclaration d'insaisissabilité de son habitation principale devant notaire ?

L'habitation principale est soit un bien propre de l'un des époux, soit un bien commun. L'acte juridique effectué devant le notaire permet d'extraire du patrimoine qui peut être saisi par les créanciers de l'entreprise un bien nécessaire à la vie de la famille.

4 Application 3

1. Arrêt de la Cour de cassation, chambre plénière, du 9 mai 2008

Antoine X..., de son vivant, a été victime de faits de falsifications de chèques et usage de chèques falsifiés. Il n'a pas exercé d'action en justice pour obtenir réparation de son préjudice ;

MM. Jacques et Lionel X..., héritiers d'Antoine X..., veulent obtenir réparation des préjudices matériels et moraux causés à Antoine X...

2. Sur quel fondement juridique se fonde la demande de MM. Jacques et Lionel X... ?

MM. Jacques et Lionel X... considèrent que le droit à réparation du préjudice éprouvé par leur auteur avant son décès est né dans son patrimoine et, qu'en conséquence, ce droit leur est transmis en tant qu'héritiers.

3. Quels sont les motifs retenus par la Cour de cassation pour statuer sur ce litige ?

La Cour de cassation casse et annule l'arrêt de la cour d'appel en ce qu'il a déclaré MM. Jacques et Lionel X... irrecevables en leur demande de réparation des préjudices subis par Antoine X.... En effet, la Cour retient que le droit à réparation des préjudices subis par Antoine X..., né dans son patrimoine, a été transmis à ses héritiers.

Ces derniers peuvent donc exercer ce droit sur le plan civil, même si Antoine X... ne l'avait pas exercé. La Cour retient de plus qu'Antoine X... n'avait pas renoncé à ce droit, et que le ministère public avait agi sur le plan pénal (cf. l'action publique).